

## Appel aux candidats députés sur les mesures urgentes à prendre en matière de santé



Par Nicole Delépine

« À partir d'une certaine masse critique, une bureaucratie tend à croître de façon automatique, sans rapport avec le réel, échappant à toute autorité. »([1] ARS, syndrome de l'étatisation sanitaire (francesoir.fr))

Mmes, Mrs, vous prenez la décision de devenir nos représentants si les citoyens vous élisent.

Nous voulons attirer votre attention sur la tragique situation du système de santé français détruit en moins de 20 ans par la bureaucratie galopante ayant évincé les professionnels de santé dans l'organisation, et sur les décisions à rendre rapidement pour le sortir du gouffre.

Il est impossible en quelques lignes de tout détailler, mais quelques points sont fondamentaux à expliquer aux Français que vous rencontrerez qui n'ont pas toujours compris ce qui se passe et mettent la cause sur « l'argent ».

## L'argent existe : 11,2 % du PIB utilisé pour la santé

*Il faut rediriger l'argent vers les soins en dégraissant la bureaucratie énergivore, coûteuse, et paralysante : trop d'agences de santé doublons, 18 ARS dictatoriales et doublant le rôle des directions hospitalières, trop d'observatoires et autres. Tout cela est connu, détaillé dans rapports sénatoriaux, articles, livres multiples depuis deux décennies.([2] Une liste non exhaustive vous sera fournie à votre demande nicole.delepine@bbox.fr))*

*Il faut le courage politique coupant ces structures inutiles et toxiques et répartir le personnel administratif dans d'autres secteurs (juridique par exemple) et remettre les nombreux soignants égarés dans les agences([3] Soigner ou obéir N et G Delépine, Fauves Éditions 2016))([4] Blouses blanches colère noire par B Kron : « Paniqués par les déficits, nos gouvernants ont essayé de légiférer pour freiner cette descente aux enfers du*

Le système de santé depuis plus de 20 ans. Le retour de J.Castex aux affaires en est le symbole le plus prégnant. Le Premier Ministre est en effet l'un des principaux responsables de cette situation qui a transformé l'hôpital en entreprise à flux tendu, le rendant incapable d'assurer et de combattre les crises sanitaires. Les médecins, et plus largement les soignants n'ont plus aucun pouvoir dans le système de santé en France. Dans cet essai, l'auteur analyse ainsi ce combat depuis cinquante ans pour contrôler les médecins dans les hôpitaux publics, les cliniques privées, et les médecins libéraux. Il reprend les principales réformes qui ont mené à la catastrophe. » Blouses blanches colère noire – Bernard Kron – Babelio))([5] La bureaucratie étouffe le système de santé. Dégraissions le mammoth pour vaincre ce fléau – AgoraVox le média citoyen.)) auprès des patients.

## Rendre la liberté de soigner

*Pour les médecins la liberté de prescription est capitale.*

2020. C'est la première fois dans l'Histoire qu'un politique se permet d'interdire une ordonnance d'un médicament (en plus connu depuis 70 ans) et en même temps d'imposer un pseudo vaccin en essai thérapeutique sans recul. Tout laisse penser que les documents PFIZER (enfin disponibles) étaient connus d'emblée par la FDA, l'EMA et probablement l'ANSM et donc par nos chefs d'État. Ces documents établissaient dès 2020 qu'ils étaient trop peu efficaces et dangereux.

Ils savaient d'emblée que le vax était toxique (1200 morts dans les premiers mois de l'essai initial) et inefficace.([6] Il faut interdire la vaccination anticovid des enfants à la suite des révélations Pfizer : inefficacité et millions de complications – Nouveau Monde (nouveau-monde.ca) ))([7] BioNTech Pfizer : Nouveau « silence des MédiA-agneaux » Français ? | Mondialisation – Centre de Recherche sur la Mondialisation Le « vaccin » conçu avec Pfizer ne serait pas concluant :

- Le produit a été conçu pour œuvrer dans l'urgence.
- Le produit n'est qu'expérimental, et les citoyens ont été des cobayes.
- « des » événements indésirables peuvent mettre fin aux essais et mettre un terme à une utilisation pérenne et définitive. Lire document de 700 pages « FORM 20-F » de BioNtech))

La vraie médecine a été violée par nos gouvernants suivant les directives de l'OMS contraires à la science.([8] Le conseil mondial de l'OMS dicte très officiellement la conduite sanitaire des pays signataires dont la France (francesoir.fr) ))([9] Ce pouvoir devrait être renforcé si les pays votent le nouveau traité. Stopthetreaty Stop au coup d'État de l'OMS contre la démocratie ! – Nouveau Monde (nouveau-monde.ca) ))

Pour les soignants en général et les infirmières en particulier il faut supprimer la persécution des cadres qui empêchent de se consacrer aux malades. Ces cadres qui gèrent les plannings de façon insupportable, etc., perdent leur temps utile en multiples réunions sans intérêt, et les contrôles

permanents des « traceurs » qui conduisent les infirmiers par ex à passer 4 h par jour sur l'écran. Cocher un médicament sur un tableau ne prouve pas qu'on l'a donné et n'a donc aucun intérêt sinon de perdre du temps de soin au lit du malade et d'humilier le soignant.

En ville, il faut de même supprimer la persécution des contrôles permanents par les ARS et la CNAM qui désorganisent le travail du médecin, kiné, psychologue ou autre.

Il faut bien sûr compléter cette liberté retrouvée par des salaires décents qu'il suffit d'aligner sur les moyennes des pays de l'ouest de l'UE qui les attirent, et ne pas compter sur de petites augmentations ou primes à la suite d'un scénario Ségur répétitif([10] Les Contes de Ségur, revus et corrigés par O. Véran. Communication ou véritable réforme ? (francesoir.fr) )([11] SEGUR DE LA SANTÉ, un funeste conte, fallait-il en attendre autre chose ? (francesoir.fr) ) qui n'a rien résolu.

## Pour embaucher, il faut des volontaires !

Les politiques qui croient pouvoir embaucher X soignants n'ont pas compris qu'ils ne les trouveront pas sans leur rendre leur liberté de soigner et de s'organiser tant en ville qu'à l'hôpital : les postes vacants se multiplient de jour en jour et les mesures discriminatoires récentes contre les non-vaccinés n'ont fait qu'aggraver largement la situation.

Il n'existe plus de médecine libérale en France, les ukases, accréditations, normes sont les mêmes dans tous les secteurs, public comme privé. Croire, comme l'a dit le président de la FHF, qu'obliger les médecins libéraux à prendre des gardes de nuit pourrait être efficace montre qu'ils n'ont rien compris à l'état d'épuisement et d'exaspération de tous les soignants.

Démission ou expatriation sont des solutions déjà utilisées par de nombreux soignants exclus du système sans revenu par la honteuse « pseudo vax obligatoire » en essai thérapeutique, en violation de tous les traités signés par la France([12] Convention d'Oviedo opposable à tous les pays signataires dont le nôtre et foulée au pied.)). De plus, ils sont beaucoup mieux rémunérés en Suisse, Allemagne, Canada ou Belgique qui les ont accueillis avec joie.

Médecins étrangers esclaves, combien de volontaires peut-on espérer, Mme la ministre ?

Les espoirs du gouvernement sur l'embauche de médecins étrangers pour faire fonctionner les hôpitaux cet été laissent pantois. À la recherche d'esclaves modernes qui accepteraient les ukases des ARS, cadres de santé, sécurité sociale, etc.. Ils ne restent jamais longtemps en France que ce soit dans les hôpitaux ou les maisons de santé que bien des maires tentent de remplir en promettant logement, prime, etc..

L'exercice médical en France est devenu insupportable par son manque de liberté chèrement acquis après dix ans d'études et les médecins étrangers trompés s'en rendent vite compte. La solution n'est pas là, mais à la liberté de soigner.

Réintégrer les soignants injustement mis à l'écart et sans rémunération, pour refus d'injection d'un produit expérimental en phase 3 et dont les accidents s'accumulent. ([13] Le reportage choc sur les soignants suspendus : » Ils nous ont soignés, on les a méprisés » F. Moine – YouTube Disponible sur [fabien moine exuvie. Fr](https://www.youtube.com/watch?v=...) en participation libre et consciente Le reportage choc sur les soignants suspendus : » Ils nous ont soignés, on les a méprisés » F. Moine – YouTube))

15 000 à 30 000 soignants ont été écartés par une décision politique injustifiée (le vax ne protège ni le soignant, ni ses contacts des contaminations, ni des formes graves). Un bon nombre ne reviendra pas, parti à l'étranger, ou reconverti. Si on veut récupérer les autres, il faut faire vite, reconnaître qu'on s'est trompé (le vax ne protège pas) et leur rendre leurs salaires gelés depuis le 15 septembre 2021.

Sans ces mesures et un minimum de mea-culpa, il est peu probable qu'ils reviennent et que les écoles d'infirmiers se remplissent à nouveau. Qui voudrait entrer dans ce noble métier défiguré et dans l'impossibilité de l'exercer ?

**Supprimer le pass et le masque à l'entrée des hôpitaux** ([14] Pr Michaël Peyromaure : « Le système de santé français est brisé ! » – YouTube))

Pour ceux qui pourraient revenir, il faut absolument supprimer toute mesure discriminatoire à l'entrée de l'hôpital tant pour eux que pour les patients qu'ils refusent de discriminer !

Il faut supprimer les contrôles de pass sanitaires : 60 millions € par mois de contrôle par des vigiles, pass qui sont abandonnés par la majorité des pays qui les ont utilisés ! il faut supprimer le masque, mesure autoritaire inutile qui empêche les rapports humains normaux, en particulier entre malade et soignant. Manifestement les autorités qui ont imposé ce port du masque n'avaient aucune idée des conséquences multiples engendrées physiques, psychologiques, etc. Ce masque est un symbole d'autorité sans utilité médicale, sauf pour les malades aigus récents et les soignants à leur contact. ([15] Le masque, bâillon qui interdit la parole, base de la relation à l'autre – Docteur Nicole Delépine ([nicoledelepine.fr](https://www.nicoledelepine.fr)) Afin de produire une double réaction interdépendante : l'automutilation du moi et le rejet de l'autre, le masque fait disparaître le sujet parlant.))

# Dans les hôpitaux publics et privés, cesser la gestion entrepreneuriale d'économies

## Une organisation basée sur le taylorisme !

Ce mode de gestion a tout cassé depuis les années 80, transformé nos hôpitaux publics puis privés, nos cabinets de ville (transformés en "maisons de santé"), en usines, organisées sur le mode de la fabrication des voitures du début du XXe siècle. Procédures, checklists, protocoles, audits externes et internes, réunionnites aiguës et chroniques, contrôles ARS et décisions unilatérales, le tout sorti d'ordinateurs coûteux, ont remplacé les relations humaines.

Cesser la suppression de lits et de services, imposée par les ARS au lieu de laisser les hôpitaux se réorganiser librement.

*L'hôpital est brisé* dit le Pr Peyromaure. ([16] Pr Michaël Peyromaure : « Le système de santé français est brisé ! » – YouTube)

## Un manque de soignants devenu dramatique

Même à Cochin le célèbre service d'urologie parisien qui a vu passer Mitterrand ferme encore actuellement 30 % de ses blocs opératoires, faute de personnels.

Plus de 120 services d'urgence limitent actuellement leur activité faute de personnel et beaucoup trop risquent d'être contraints de fermer durant les vacances. ([17] LES SOIGNANTS REMPLACÉS PAR DES BÉNÉVOLES AU CHU DE BORDEAUX : TOUT UN SYMBOLE –La vérité vous rendra libres (la-verite-vous-rendra-libres.org) ))

Le nombre des déserts médicaux tant en campagne et même en certaines villes, qui progressait régulièrement depuis plusieurs années a fortement augmenté depuis l'obligation vaccinale imposée aux soignants ; beaucoup de vaccino prudents ont préféré prendre leur retraite ou se reconvertir plutôt que de se laisser injecter des médicaments dont ils avaient observé les complications chez leurs patients.

Les obligations supplémentaires proposées par certains bureaucrates et politiques, qu'il s'agisse d'obligation de garde ou de restriction à la liberté d'installation, seront contre-productives à terme, car elles dissuaderont encore plus de médecins à s'installer.

Pour retrouver des soignants, il faut leur rendre la liberté de prescrire, leur éviter de perdre leur temps en tâches administratives, leur garantir le choix de leur lieu installation et de respecter leur non-consentement éventuel au pseudo vaccin.

Cette dernière mesure remettrait immédiatement en activité plusieurs dizaines de milliers qui manquent si cruellement.